

LE PROGRÈS.fr

En marge du G20, la CGT dénonce « une Europe financière au détriment d'une Europe sociale »



La CGT continue de condamner l'action du G20. Photo Fred Sauron

SOCIAL. HIER, LES CÉGÉTISTES ALTILIGÉRIENS FUSTIGEAIENT LA LÉGITIMITÉ DU G20 DANS SON RÔLE DE RÉGULATEUR DE LA FINANCE MONDIALE.

« Le G20 regroupe 19 pays de l'Union européenne, représentant 85 % de la production mondiale et 2/3 de la population mondiale. Il est illégitime, car ce sont les pays du G8, club des plus riches, qui ont choisi qui devait faire partie d'une instance qui prétend réguler la finance mondiale », expliquent les responsables cégétistes. Le syndicat profite de la médiatisation du sommet cannois pour faire passer ses messages : « La crise qui frappe le monde entier en ce moment, est une crise économique capitaliste qui sert les banques. On transforme une dette privée, celle des banques, en dette publique qui sera payée par les peuples et c'est inadmissible. La Haute-Loire vit la crise de plein fouet. Regardez les difficultés que connaissent Lejaby, Preciturn et Vériplast », s'insurge Alain Eyraud, secrétaire général. Ce dernier fustige également l'attitude du président de la République : « Nicolas Sarkozy a invité la confédération syndicale internationale mercredi pour montrer un soi disant dialogue social, mais c'est de la « fanfaronnade » qui ne sert pas l'intérêt des salariés. » À travers un communiqué finalement très « européen », la CGT demande « l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois dans le privé et le public, l'instauration d'un Smig européen avec une revalorisation des salaires et minima sociaux, une retraite à 60 ans dans tous les pays européens, une protection sociale universelle, les mises en place des 35 heures dans toute l'Europe et d'un fond européen de solidarité sociale et de développement économique ».

Jo Chapuis, membre du bureau cégétiste, a ajouté : « On veut une Europe sociale qui aille même au-delà de l'Europe. Il faut qu'on arrête l'austérité qu'on veut nous imposer. On nous demande aujourd'hui de supporter la nationalisation des dettes des banques, mais on ne nous propose jamais de nationaliser les profits des entreprises du CAC 40 ».

Réunion du G20 : contestations en Haute-Loire

Pas de manifestations dans le département mais une contestation féroce : des membres d'Attac en Velay ont défilé à Nice pour protester contre la réunion du G20, des 3 et 4 novembre 2011, alors que la CGT 43 qualifie cette dernière de " *fanfaronnade*".



"On a transformé la dette des banques, une dette privée, en dette publique : ce sont les peuples qui vont payer !", s'insurge Alain Eyraud, secrétaire général de l'Union Départementale CGT 43. Pour lui, cette réunion du G20 n'est qu'une " *fanfaronnade desservant les intérêts des salariés*" et " *ce n'est pas avec l'austérité que l'on relancera l'Europe et l'emploi*". La crise touche d'ailleurs de plein fouet la Haute-Loire : Lejaby est en redressement judiciaire, Preciturn en difficulté et Veriplast subit un plan social.

Alain Eyraud qualifie cette réunion du G20 de " *fanfaronnade*". Pour lui, une fois de plus, la dette créée par les banques va retomber sur les salariés et il ne se fait guère d'espoir sur l'issue de la réunion.

"On ne veut plus d'une Europe de la finance"

Le G20 regroupe 19 pays de l'Union Européenne représentant 85 % de la production mondiale. " *Cette instance prétend réguler la finance mondiale. Nous ne voulions pas d'une Europe de la finance mais plutôt une Europe sociale. Le non au referendum à la constitution européenne s'inscrit d'ailleurs dans cette démarche. On ne nous a pas écouté et on voit bien aujourd'hui où ça nous a mené*", déplore le secrétaire général de la CGT 43 qui poursuit sur une note d'optimisme : " *les pays arabes se sont soulevés pour davantage de justice sociale. C'est aussi une exigence pour la CGT*".

Car le syndicat ne veut pas se borner à un rôle d'opposition mais bien s'inscrire comme force de proposition. Las de voir les salariés devenir " *des variables d'ajustement*" via les CDD de plus en plus fréquents, les temps partiels banalisés, une flexibilité constamment exigée et les licenciements économiques répétés, la CGT exige une autre répartition des richesses.

Retraite à 60 ans et 35 heures pour toute l'Europe

Pour y parvenir, le syndicat propose différentes mesures, notamment l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois pendant la crise, aussi bien dans le Privé que dans le Public, mais aussi un SMIC européen avec une revalorisation des salaires et minima sociaux. Leur exigence avoisinerait les 1700 € brut en France.

Parmi leurs revendications, on notera la volonté d'harmoniser l'Europe autour de la retraite à 60 ans et des 35 heures. Et si on taxe la CGT d'utopiste sur ces dossiers, Alain Eyraud rétorque : " *les caisses ne sont pas vides. Quand on voit les dividendes que rapportent les entreprises du CAC40, on comprend bien qu'une meilleure répartition des richesses est possible. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que la productivité des salariés qui sont aux 35 heures est plus importante. De plus, on considère qu'elles ont apporté du bien-être aux salariés donc nous sommes favorables à l'idée d'étendre ce système au niveau mondial, ce qui résorberait aussi partiellement le problème du chômage*".

.../...

SYNDICAT CGT ■ Emploi, salaires, renforcement de la protection sociale

« Pour une autre politique... »

La CGT Haute-Loire a tenu à réaffirmer, hier, « que ce n'est pas avec l'austérité que l'on relancera l'Europe et l'emploi ». Un message lancé le jour de l'ouverture du G20 à Cannes.

Jean-Luc Chabaud

jean-luc.chabaud@centrefrance.com

« **L**e G20, ce n'est qu'un feu de paille, c'est pour servir les banques et les gouvernements ». En marge du rassemblement à Cannes du groupe des vingt (19 pays et l'Union Européenne), la CGT Haute-Loire, autour de son secrétaire général Alain Eyraud, a tenu, hier, une conférence de presse « pour montrer que les salariés veulent une autre politique ». Car, souligne Alain Eyraud, « il ne peut y avoir de sortie de crise sans une relance fondée sur les salaires, l'emploi, et le renforcement des systèmes de protection sociale ».



ENSEMBLE. Les responsables du syndicat ont parlé d'une même voix, hier, à l'Union départementale, au Puy-en-Velay.

La CGT, dans ses revendications, « exige une autre répartition des richesses qui prend en compte les revendications des salariés ». Et pour le syndicat, qui appelle, par ailleurs « l'ensemble des salariés, retraités et demandeurs d'emploi à se

mobiliser », elles portent sur « l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois pendant la crise dans le privé et le public, un Smic européen qui se rapproche de 1.700 € avec une revalorisation des salaires et minima sociaux, la retraite à 60 ans dans

tous les pays européens, une protection sociale universelle, un pôle public financier européen, les 35 heures dans toute l'Europe et la mise en place d'un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique ».

Se projetant en 2012, « où l'on nous annonce une croissance zéro, précise Jo Chapuis, il faut s'attendre à des plans de licenciements massifs ».

■ CRISE

Haute-Loire. Pour la CGT, la Haute-Loire vit la crise de plein fouet « par des redressements judiciaires d'entreprises ». Le syndicat a pris en exemples les difficultés dans les sociétés Lejaby (Yssingeaux), Preciturn (Monistrol-sur-Loire) et Vériplast (Saint-Pal-de-Mons, Montfaucon...), où un plan social prévoit, selon la CGT, « plusieurs dizaines de licenciements ».